

Nouvelles locales du mardi 03 décembre 2013

@rib News, 03/12/2013 | Education - Le deuxième vice-président de la République estime que le recrutement des professeurs à l'Université du Burundi sur base des critères ethniques, régionaux ou politiques n'est pas de nature à améliorer la qualité de l'enseignement qui est dispensé dans cette institution. Selon Gervais Rufyikiri, il faut certes un enseignement de qualité, mais également il faut viser la qualité dans l'acquisition. Il a affirmé cela alors qu'il visitait la Sagesse d'Afrique. [rpa/rtnb/rtr]

@rib News, 03/12/2013 | Education - Le deuxième vice-président de la République estime que le recrutement des professeurs à l'Université du Burundi sur base des critères ethniques, régionaux ou politiques n'est pas de nature à améliorer la qualité de l'enseignement qui est dispensé dans cette institution. Selon Gervais Rufyikiri, il faut certes un enseignement de qualité, mais également il faut viser la qualité dans l'acquisition. Il a affirmé cela alors qu'il visitait la Sagesse d'Afrique. [rpa/rtnb/rtr]

- Le syndicat CONAPES lance un cri d'alarme au gouvernement burundais pour qu'il intervienne dans la loi budgétaire de 2014 les fonds destinés à corriger les disparités salariales entre les fonctionnaires publics.

Selon le président de ce syndicat, le rapport produit à ce sujet a été paraphé par tous les concernés y compris le ministre des finances. Emmanuel Mashandari constate donc qu'il ne reste qu'à intégrer les recommandations de ce rapport ou leurs adaptations dans la nouvelle loi budgétaire. Il précise que si tel n'est pas le cas, les professeurs vont donner et corriger les examens du premier trimestre, mais ne vont pas donner les résultats aux élèves. De plus, il ajoute que si rien n'est fait, d'autres mesures vont être prises. [bonesha/rpa]

Politique - Le représentant du parti Sahwanya Frodebu dans la commune de Kirundo accuse l'administrateur de cette commune de vouloir déstabiliser les autres partis politiques. En effet, alors que Jeanine Bigwabari avait annoncé à cet autorité la tenue d'une réunion de son parti sur la colline Cewe de la commune Kirundo en date du dimanche dernier, cet administrateur a plutôt affirmé qu'il n'a pas vu de lettre et a ainsi mobilisé des jeunes Imbonerakure avec leur tête le chef de zone et le chef de colline Cewe pour déstabiliser les participants à cette réunion. Selon elle, ces jeunes avaient cherché des bâtons et gourdin pour mener une attaque au lieu de rassemblement des membres du parti Sahwanya Frodebu et avaient aussi propagé des fausses informations comme quoi la réunion n'aura pas lieu. Elle remercie toutefois le gouverneur de la province qui est intervenu avant que la bagarre éclate entre les membres du Frodebu et ces jeunes Imbonerakure. Elle profite de cette occasion pour demander que les autres partis politiques soient autorisés à tenir leurs réunions en toute quiétude. [rpa]

La représentante du parti MSD dans la province Muyinga accuse le gouverneur de cette province de vouloir déstabiliser les autres partis politiques surtout ceux de l'opposition. Ancile Nsavyimana fait savoir que le gouverneur l'a convoquée pour l'interroger à propos d'une réunion du parti MSD qui s'est tenue ce dimanche au chef-lieu de cette province alors qu'elle avait reçu le feu vert des autorités communales. Elle trouve ensuite que le gouverneur voulait l'intimider à propos des manifestations qu'elle serait en train d'organiser contre la révision de la constitution conformément à ce que les partis politiques de l'ADC-Ikibiri ont décidé de faire dans les jours qui viennent. Le gouverneur ne nie pas la convocation de la représentante du MSD dans cette province. Ildaphonse Ntawunkunda fait pourtant savoir qu'il s'agissait d'une simple suite aux déclarations du président du MSD justement à propos des manifestations contre la révision de la constitution. Il tranquillise pourtant les représentants de tous les partis politiques et plus particulièrement ceux du MSD en affirmant qu'il n'y a aucun problème avec eux et qu'ils peuvent demander et obtenir des feux verts pour la tenue de leurs réunions. Pourtant, selon certaines autres sources, le gouverneur Ildaphonse Ntawunkunda se livre à des intimidations envers certaines personnes comme quoi elles seront arrêtées et emprisonnées en premier lieu si les manifestations éclatent. [rpa/isanganiro]

L'institution des Bashingantahe du Burundi demande au gouvernement de dialoguer avec les partis politiques de l'opposition afin de voir ensemble avec tous les concernés la manière de révision de la constitution. Selon le président de la Fondation Intahe, le gouvernement devrait changer de discours et adopter une méthodologie plutôt plus rassemblant pour toutes les couches de la société. Cassien Simbare estime que la constitution qui a été obtenue après beaucoup d'efforts de la part des Burundais ne devrait pas être modifiée par un seul parti politique. Il est persuadé que le gouvernement ne va pas attendre que la population descende dans les rues puisqu'à ce stade, les choses se seraient empirées et que la manifestation n'est pas la solution au problème. Il trouve ainsi que c'est le gouvernement qui doit prendre le devant dans la mise en œuvre de la stratégie de dialogue contenue dans la feuille de route signée entre les politiciens et précise que les acquis d'Arusha doivent être sauvegardés dans la mesure du possible. [bonesha]

La Fondation Izere Ntiwibure annonce les manifestations prévues par les membres de l'ADC-Ikibiri si le gouvernement n'amorce pas un dialogue dans le but de modifier certains articles de la constitution. Selon le président de cette association, les partis politiques de cette alliance peuvent continuer à faire valoir leurs revendications en empruntant d'autres moyens hormis les manifestations. François Xavier Ndaruzaniye trouve que le gouvernement de son côté doit tout faire pour que ces partis soient entendus sur leurs revendications. Selon lui, la descente dans les rues est une chose facile pour la population, mais leur gestion est très difficile une fois rassemblée. Il demande à chacun d'utiliser sa sagesse afin d'éviter le pire au pays en temps utile. [rpa/bonesha]

Le président du parti CNDD constate que la dictature du parti CNDD-FDD doit être barrée. Selon Léonard Nyangoma, la modification de la constitution ne doit pas être faite par un seul parti politique alors qu'elle est l'œuvre de tous les politiciens. Il demande au président de la République, en tant que chef d'Etat, de ne pas laisser les choses en arriver aux manifestations. Pourtant, il constate que tôt ou tard, les choses finiront par éclater puisque le Burundi n'est pas un îlot à part et que la population est au courant de ce qui s'est passé dans les pays comme l'Egypte, la Tunisie, la Libye et ce qui se passe actuellement dans les pays tels l'Ukraine, la Thaïlande. Il demande donc aux dirigeants actuels de pouvoir tirer une leçon de ces autres nations et de gouverner en âme et conscience des risques qu'ils encourent. [rpa]

Deux drapeaux du parti Uprona ont été volés la nuit de ce lundi à mardi dans le secteur Rugeregere de la commune Rugombo dans la province Cibitoke. Selon le représentant de ce parti dans cette province, il s'agit sans doute des membres du parti CNDD-FDD qui ont fait cela. Le député Etienne Simbakira trouve que les membres du parti au pouvoir essaient de provoquer ceux de son parti

surtout en plantant des drapeaux tout prÃ©s de la permanence du parti Uprona comme cela a Ã©tÃ© le cas dans ces derniers jours dans ce mÃªme secteur. Il demande aux Badasigana de ne pas se livrer Ã des actes de sabotage des insignes d'un quelconque parti politique et de prodiguer des conseils aux membres du parti prÃ©sidentiel afin qu'ils se comportent d'une maniÃ¨re dÃ©mocratique. [bonesha] SÃ©curitÃ© - L'ancienne candidate Ã la prÃ©sidentielle de 2010 Kampayano Pascaline demande au gouvernement d'intervenir pour que la question des dÃ©placÃ©s du site de Ruhororo dans la province de Ngozi soit rÃ©solue. Native de cette commune de Ruhororo, elle trouve que la situation dÃ©passe l'Ã©chelle communale et devrait Ãªtre traitÃ©e au niveau supÃ©rieur. Elle demande aussi que les tentatives de division de dÃ©placÃ©s soient suspendues afin de pouvoir affronter le problÃ¨me tel qu'il est. Selon elle, le problÃ¨me est liÃ© Ã la politique en gÃ©nÃ©ral et demande la rÃ©action des autoritÃ©s afin de sauver ce qu'il faut sauver. [bonesha]- Les dÃ©placÃ©s du site de Ruhororo dans la province de Ngozi estiment que la justice est en train d'opÃ©rer des arrestations arbitraires au sein de ce camp. La derniÃ¨re en date est celle de ce lundi oÃ¹ le prÃ©fet des Ã©tudes du lycÃ©e communal de Ruhororo a Ã©tÃ© convoquÃ© par le parquet et emprisonnÃ© sans Ãªtre entendu Ã la police de Ngozi. Ils font savoir que plus de 40 mandats seraient en train d'Ãªtre confectionnÃ©s pour arrÃªter d'autres dÃ©placÃ©s. Ils estiment en plus que ce montage est en dÃ©tÃ© orchestrÃ© par un commerÃ§ant en collaboration avec les Imbonerakure tous de ce mÃªme site. Ils disent ne pas comprendre ce comportement au moment oÃ¹ le gouverneur de la province de Ngozi avait affirmÃ©, lors d'une rÃ©union au cours de la semaine derniÃ¨re, qu'il n'y aura plus d'autres personnes qui seront arrÃªtÃ©es. Le procureur de la RÃ©publique dans cette province dÃ©ment ces informations et prÃ©cise que le gouverneur n'a jamais prononcÃ© une telle parole. [isanganiro/bonesha/rpa/rtr]- L'ancien commissaire adjoint de la police dans la province de Gitega est accusÃ© par une fille travaillant dans le bistrot communÃ©ment appelÃ© «Â CercleÂ Â» au chef lieu de la province de Gitega de l'avoir enlevÃ© sÃ©questrÃ© pendant presque toute la nuit de ce dimanche Ã lundi. Elle raconte que Rwembe est venu vers 23h dans ce lieu pour prendre un verre. Tout a commencÃ© dans la douceur : alors que le dialogue Ã©tait paisible entre elle et Rwembe, ce dernier a subitement changÃ© de ton exigeant Ã la fille de monter dans une voiture appartenant Ã un commerÃ§ant qui est aussi chargÃ© de la communication Ã la documentation de Gitega. Elle a Ã©tÃ© amenÃ©e au commissariat de la police Ã Gitega mais les policiers qui montaient la garde ont refusÃ© de l'incarcÃ©rer. Elle a Ã©tÃ© ensuite embarquÃ©e en tournÃ©e la ville de Gitega et subissait des intimidations. Elle a, vers 3h du matin, Ã©tÃ© reconduite au commissariat de la police de Gitega oÃ¹ Ã©tait le commissaire de la police dans les rÃ©gions du centre-est qui l'a faite libÃ©rÃ©e des griefs de Rwembe et demande que sa sÃ©curitÃ© soit assurÃ©e et que sa dignitÃ© lui soit restituÃ©e. Le propriÃ©taire de ce bistrot se dit Ã©tonnÃ© par le comportement de Rwembe. La police nationale du Burundi fait quant Ã elle savoir que des enquÃªtes ont Ã©tÃ© entamÃ©es sur ce cas. Le porte-parole de cette derniÃ¨re prÃ©cise que les autoritÃ©s policiÃ¨res et judiciaires se sont saisies du cas. Helmenegilde Harimenshi ajoute que si Rwembe est reconnu coupable d'enlÃ¨vement et de sÃ©questration, il sera poursuivi devant la justice puisque ces faits sont rÃ©prÃ©hensibles. [rpa/bonesha]